

**LIAISONS
SOCIALES**

JEUDI 7 OCTOBRE 2010

De 9h00 à 17h00

Salons Étoile Saint-Honoré,
21/25 rue de Balzac,
Paris 8^{ème}

AJP



Conférence
d'actualité



Un an de jurisprudence sociale 2009/2010

Les principaux arrêts - Bilan et perspectives

En partenariat avec :



FRESHFIELDS BRUCKHAUS DERINGER

Un an de jurisprudence sociale 2009/2010

Les principaux arrêts - Bilan et perspectives

*Sous la présidence de Marie-France MAZARS,
conseiller doyen de la chambre sociale de la Cour de cassation*

AVEC LES INTERVENTIONS DE :

Paul-Henri ANTONMATTÉI,

professeur à la faculté de droit de Montpellier,
président de la Conférence des Doyens

Gilles BÉLIER,

avocat associé au cabinet Freshfields Bruckhaus Deringer

Emmanuel BÉNARD,

avocat associé au cabinet Freshfields Bruckhaus Deringer

Marie-France MAZARS,

conseiller doyen de la chambre sociale de la Cour de cassation

Jean-Emmanuel RAY,

professeur à l'université de Paris I - Sorbonne et à Sciences Po Paris,
auteur de « Droit du travail, droit vivant », Editions Liaisons, 19^{ème} édition
(septembre 2010)



*L'ouvrage «Droit du travail : les arrêts décisifs 2009-2010» de Sandra LAPORTE
(Editions Liaisons, septembre 2010) sera offert à tous les participants*

Retrouvez toutes les conférences d'actualité Liaisons sociales :
www.wk-rh.fr - Rubrique : Formation

PROGRAMME :

CONTRATS PRÉCAIRES

- CDD d'usage
- Refus délibéré de l'intérimaire de signer son contrat de mission

FORMATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

- Période d'essai
- Portage salarial

TEMPS DE TRAVAIL ET CONGÉS

- Convention de forfait
- Calcul de la majoration en cas d'heures supplémentaires
- Compte épargne-temps en cas de cession d'entreprise
- Temps partiel/Rémunération des heures complémentaires

RÉMUNÉRATIONS ET ÉGALITÉ DE TRAITEMENT

- Principe « A travail égal, salaire égal » (catégories professionnelles, établissements distincts, critère du diplôme)
- Prise d'acte de la rupture en cas de modification de la rémunération contractuelle
- Retrait du véhicule de fonction pendant un arrêt de travail

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

- Preretraite amiante/Réparation des préjudices
- Harcèlement moral (méthode de gestion, intention malveillante, nullité du licenciement, prise d'acte)

LIBERTÉS ET ÉGALITÉ

- Connexions Internet, fichiers et messages personnels
- Liberté de choix du domicile
- Discrimination (changement de prénom imposé, preuve...)
- Encadrement des dispositifs d'alerte professionnelle

CLAUSES DU CONTRAT

- Clause de non-concurrence/Clause de clientèle
- Clause de mobilité/Mobilité intra-groupe

DROIT DISCIPLINAIRE

- Rupture anticipée du CDD pour faute grave
- Suppression d'une prime/stock options en cas de faute grave
- Pluralité de faits fautifs/Sanction
- Entretien préalable

TRANSFERT D'ENTREPRISE

- Transfert partiel d'activités

LICENCIEMENT PERSONNEL

- Mention des droits à DIF dans la lettre de licenciement
- Mise à pied conservatoire précédant un licenciement pour insuffisance professionnelle
- Renonciation à la réintégration en cas de licenciement nul/Droit à réparation

LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

- Convention de reclassement personnalisé
- Articulation licenciement économique/GPEC
- Reclassement au sein d'un groupe

AUTRES RUPTURES

- Prise d'acte de la rupture (rétractation, griefs, droit au préavis...)
- Rupture du contrat liée à l'atteinte d'une limite d'âge

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES ET DÉSIGNATION SYNDICALE

- Irrégularités justifiant l'annulation des élections
- Litige préélectoral
- Liste de candidats
- Salariés mis à disposition
- Vote électronique
- Représentativité et désignation syndicale : le point sur les précisions apportées par la Cour de cassation

REPRÉSENTATION DU PERSONNEL

- Droit d'alerte du comité d'entreprise
- Calcul du budget du comité d'entreprise
- CHSCT : désignation, recours à l'expert...

SALARIÉS PROTÉGÉS

- Durée de la protection du conseiller du salarié
- Procédure de licenciement (paiement du salaire dans l'attente de l'autorisation, transfert conventionnel du contrat...)

STATUT COLLECTIF

- Cession d'entreprise/Conventions collectives applicables

B U L L E T I N D'INSCRIPTION

A retourner par fax au 01 76 73 49 09 ou par courrier à :

Liaisons Sociales Formation - Case Postale 717

Wolters Kluwer France - 1, rue Eugène et Armand Peugeot - 92856 Rueil-Malmaison cedex

Pour nous contacter :

Tél : 01 76 73 30 30 - Fax : 01 76 73 49 09 - E-mail : liaisonsformation@liaisons-sociales.com

Oui, je souhaite m'inscrire à la **CONFÉRENCE D'ACTUALITÉ** du Jeudi 7 octobre 2010
sur le thème « **Un an de jurisprudence sociale 2009/2010** » au prix de : 780 €^{HT}, soit 932,88 €^{TTC}.



002564 078

Raison sociale : _____
 Mme Mlle M
Nom : _____
Prénom : _____
Fonction : _____
Adresse : _____

Code Postal : | | | | | | | | | | Ville : _____
Ville : _____
Tél. : _____
Fax : _____
E-mail : _____

À réception de votre bulletin, une confirmation d'inscription vous sera adressée. A l'issue de la formation, une attestation de présence et une facture valant convention vous seront délivrées. Pour être prises en compte, les annulations d'inscription doivent nous être communiquées par écrit au plus tard le 27 septembre 2010, à défaut la formation sera facturée intégralement. Paiement à la commande ou à réception de facture.

Facture à établir précisément à :

Raison sociale : _____
Service ou contact : _____
Adresse : _____

Code Postal : | | | | | | | | | | Ville : _____
(Pour toutes inscriptions facturées à un OPCA ou tout autre organisme collecteur, un accord de prise en charge écrit doit nous parvenir avant la date de la conférence.)
Fait à : _____ Le : ____ / ____ / ____

Cachet et signature obligatoires :